

Bruno Lemaire : le concept problématique de "contrat présidentiel"

Posté le : 20 septembre 2016 12:46 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Crise mondiale, Economie et politique

L'idée d'un "contrat présidentiel" prenant le relais des "contrats de gouvernement" correspond bien à la mutation du pouvoir vers la présidence de la République dans le cadre du quinquennat. Il traduit aussi la déception des électeurs, bien perçue par les politiques, envers une élection présidentielle où les candidats disent d'abord n'importe quoi pour se faire élire et font finalement le contraire de ce qu'ils ont dit, le tout aux frais du contribuable.

Il traduit également le blocage de la société française, depuis 1968, qui s'explique par le développement de cohortes entières de résidents qui vivent aux crochets des autres et qui interdisent tout changement. On le sait : quand on ajoute les retraités, les chômeurs, les fonctionnaires, les invalides et les assistés hors emplois, on atteint plus de 30 millions de personnes avec une tendance à la croissance, alors que la natalité baisse et que le nombre de salariés du secteur privé marchand (hors secteur financier) ne dépasse pas 14 millions de personnes., alors même que le chiffre d'affaires de leur société dépend largement... de la dépense publique. Du coup nous sommes les recordmen des impôts, de la dépense publique par adulte et de la dette par habitant au travail, avec en prime le taux d'emploi le plus faible des pays développés.

Puisque le candidat offre le moyen de regarder là où il va agir, il est intéressant de vérifier s'il tape là où il le faut. C'est l'avantage et l'inconvénient de la transparence totale préalable.

Le résultat est plutôt mitigé.

La grande question : la pieuvre étatique étendant ses tentacules sur l'ensemble du champ des possibles, le programme présidentiel devient tentaculaire. Le poids du document traduit l'excès d'intervention de l'Etat. Du coup le document hésite en permanence entre l'annonce qu'on va couper un tentacule et des détails infimes qui prouvent que de nouveaux tentacules sont en train de pousser. Est-ce bien à l'Etat et dans l'Etat au président de la république de s'occuper de promouvoir la technique des fichiers de type chaînes de blocs (Blockchain en anglais) ? Cela ressemble à une tentative de faire technophile et moderniste, mais cela n'a aucun sens. Est-ce bien d'annoncer qu'on va recadrer les missions de l'Etat dans le domaine de la culture tout en conservant les Frac ?

Les questions les plus graves sont mélangées avec les plus mièvres. On supprime tout statut pour les fonctionnaires territoriaux (radicalité extrême) et on ne touche pas au temps de travail des fonctionnaires, sinon en annonçant qu'on va les forcer à faire au moins la durée légale tout en généralisant les heures supplémentaires (qui ont toujours été une source d'abus phénoménaux dans l'Administration : voir ce qui se passait par exemple à Science-po et d'autres universités où de fausses heures supplémentaires étaient systématiquement utilisées pour tourner la loi).

La Quatrième république était la championne des "programmes de gouvernement" annoncés comme contraignants et (heureusement) trahis dès la première seconde. Tout programme détaillé présidentiel sera également trahi dès la première seconde pour une raison simple : c'est le Parlement qui décide ; les réactions du terrain comptent ; la conjoncture internationale et européenne est dirimante.

L'erreur de Bruno Lemaire est de faire en tant que candidat à la primaire, le travail qui devrait être, en permanence celui du Parti les Républicains. Le Président est celui de tous les Français, pas d'un seul parti. Il doit assurer la continuité des institutions et les relations extérieures tout en dirigeant l'armée. La fonction est régaliennne, pas gestionnaire.

Il est totalement inutile de travailler avec un luxe de détail sur tous les sujets possibles d'une action de l'Etat. Même un catalogue de mesures démagogiques du genre "les cent mesures" ou "les 35 propositions" sont néfastes.

Les grandes orientations suffisent.

Elles ne sont pas si nombreuses :

- Restaurer un ratio actif/inactif soutenable. On ne peut plus avoir deux subventionnés pour un qui travaille. C'est clair comme de l'eau de roche. Les grands axes de solution ne sont pas difficiles à exposer.
- Séparer la sphère de la politique et celle de la haute administration, et restaurer l'homogénéité nécessaire des règles du jeu entre la sphère publique et la sphère privée. Restreindre le champ d'application de l'action publique et la simplifier dans les domaines conservés.
- Renforcer les pouvoirs régaliens de l'Etat en particulier la sécurité interne et externe.
- Supprimer toutes les situations de grands abus (ouvriers du livre, dockers, intermittents du spectacle, statuts des cheminots, des gaziers et de l'EDF, destruction de l'école républicaine).
- Recréer un cadre fiscal et réglementaire rendant possible le développement de l'entreprise ; restaurer les conditions d'exercice du droit de propriété ; "déjudiciariser" l'essentiel de la relation entre salariés et entreprise, entre locataires et propriétaires...
- Clarifier les conditions du maintien en France de populations issues d'autres cultures et revendiquant le droit de maintenir leurs propres règles contre les règles de la République, pacifiquement par la provocation ou militairement par le terrorisme.
- Clarifier les objectifs à court et moyen termes de l'Union Européenne. Par exemple : exclure définitivement toute perspective pour la Commission de devenir un futur gouvernement européen ; fixer les limites de l'Union.
- Clarifier les conditions d'exercices des trois libertés de mouvement des personnes, des capitaux et des produits au sein de l'Union. La Liberté se chérit mais les libertés s'organisent".
- Développer une diplomatie de la prospérité vers l'Europe de l'Euro mais aussi vers le monde nationalement et via les institutions européennes.

Aucun des candidats n'aura le temps de développer plus que ces dix thèmes et sur ces dix thèmes rien n'est dit qui prouve une vraie compréhension des difficultés et une vraie direction de manœuvre.

On voit que François Hollande n'a jamais abordé réellement aucun de ces sujets lors de la campagne 2012, entièrement conduite comme une lutte à mort contre Sarkozy "l'affreux jojo détestable responsable de tout, alors qu'il n'y a aucune crise" et un affichage débile de quelques dizaines de mesures calant le candidat "à gauche". Résultats : 5 ans d'évitement sur toutes les grandes questions qui se posent et une lutte dérisoire et coûteuse pour mettre en œuvre des solutions sans intérêt national fort. Et pour finir 15 % de satisfaits et le plus grand mépris qu'un président a réussi à rassembler sur son nom !

On voit que le pavé de Lemaire ne les aborde pas non plus avec la hauteur et la profondeur

nécessaires.

Que reste-t-il de ces quatre kilos de propositions diverses ? Une opération de com' qui ne peut déboucher sur aucun dialogue. On ne va pas s'intéresser à la blockchain pendant les débats de la primaire où les candidats vont avoir en tout et pour tout moins d'un quart d'heure de parole.

Quand on est candidat à la Présidence de la République, on ne peut échapper à l'obligation de catalyser les passions et les tensions du pays, en les liant à des réponses claires et précises sur les grands enjeux nationaux. Se nouer autour du cou quatre kilos de tentacules vous fait ressembler plus à la Méduse qu'à un futur Président.